

Monsieur le Président,
Madame la Première ministre,
Mesdames et messieurs les ministres,
Mes chers collègues,

J'ai cherché un mot qui pourrait décrire la situation politique dans laquelle vous vous trouvez. Il est toujours compliqué de résumer l'état d'un pays, l'équilibre institutionnel, ou le rapport de force au parlement par une simple phrase. Alors un mot... Pourtant, cela m'est venu assez naturellement. Je pense que ce qui caractérise la situation de votre gouvernement c'est le mot « absence ».

C'est d'abord l'absence d'un projet clair pour la France que l'on a constaté dans les deux campagnes qui se sont succédé. La seule clarté dont vous avez fait preuve concernait des propositions de régression sociale. Le conditionnement du RSA et la retraite à 65 ans.

Ensuite, votre absence de colonne vertébrale républicaine ne vous a pas permis de tracer une ligne ferme face à l'extrême-droite. La main ne doit jamais trembler devant le risque d'affaiblissement des valeurs de la République.

Cette absence de lucidité n'est que le résultat de cette médiatique mais funeste illusion du « en même temps » qui a délité le front républicain au profit d'un front anti-macron.

Ces différents éléments, entre autres, vous ont donc contrainte à une absence de majorité absolue pour gouverner.

Enfin, que dire de l'absence de considération à l'égard de la haute assemblée dont aucun de ses membres actifs n'a trouvé grâce aux yeux de Jupiter pour intégrer l'exécutif.

J'arrête là ma démonstration pour approfondir certains points que je viens d'évoquer.

Cette séquence électorale laisse notre démocratie exsangue tant l'abstention massive est devenue un fait politique structurant qu'il convient de combattre par tous les moyens. Nous

ne pouvons nous satisfaire de cette situation qui est porteuse d'un danger majeur pour notre République.

Cette crise de la participation n'est pas récente mais il convient de constater qu'elle s'est aggravée durant les cinq dernières années. Après avoir théorisé et mis en œuvre la fin du clivage gauche-droite, après avoir maltraité, marginalisé les corps intermédiaires et les contre-pouvoirs, vous provoquez, au bout de ce chemin, une déstructuration du champ politique et l'accession de 89 députés du Rassemblement National au Palais Bourbon, alors que la réduction de l'influence de ce parti était l'objectif affiché des politiques gouvernementales en 2017.

Mais cette situation, si inquiétante soit-elle, peut être le ferment d'un renouveau institutionnel. Pour cela il faut accepter et assumer la dynamique parlementaire qui s'impose à vous. Il faut accepter et assumer que les oppositions soient reconnues et respectées dans leur capacité à apporter des réponses aux défis de la France.

D'ailleurs, je regrette que vous ayez refusé de vous soumettre au vote de confiance de l'Assemblée. Une motion de défiance déposée par la gauche viendra le suppléer en partie mais c'est déjà l'aveu d'un premier échec. Deux semaines d'échanges avec les partis politiques et les groupes parlementaires n'ont pas suffi à vous assurer une majorité. Cela doit vous amener à changer de méthode. Vous devez réaliser que la situation rend indispensable le respect mutuel, et en aucun cas les ultimatums.

Certes, la Constitution vous donne beaucoup d'outils pour tenter d'appliquer en force une partie du projet du Président Macron. Mais si vous tombiez dans ce travers, les répliques sociales seraient incontrôlables.

Les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain sont dans l'opposition au gouvernement, vous ne le découvrez pas aujourd'hui. Mais nous voulons avant tout le redressement de la France et non son blocage. Avec exigence, nous cherchons l'apaisement et non la crise.

Pour entamer ce travail, nous aurons bientôt à examiner un projet de loi sur le pouvoir d'achat des Français.

L'inflation devrait continuer d'accélérer pour atteindre 6,8% sur un an en septembre, puis rester sur ce rythme durant les derniers mois de l'année. Une flambée qui va peser sur l'économie, avec une croissance qui peinera à atteindre 2,5% en 2022.

Et on ne revaloriserait pas le SMIC, les pensions de retraite, les minimas sociaux, le point d'indice... à la hauteur de la souffrance de millions de familles qui de plus en plus tombent par exemple dans le crédit revolving, simplement pour boucler leurs fins de mois.

Vos premières propositions ne compensent même pas l'inflation pour les catégories concernées et Monsieur le ministre de l'Économie et des Finances bloque toute ambition en déclarant que nous avons atteint la « côte d'alerte » en matière de finances publiques.

Notre ambition à nous est claire. SMIC à 1500 euros et lancement d'une grande conférence salariale dès septembre pour préserver le pouvoir d'achat des classes populaires et des classes moyennes. Madame la Première ministre, les premiers de corvées veulent s'asseoir à la table du pouvoir de vivre dignement. La multiplication des chèques ne fera que des miettes. Ce ne sont pas les miettes qui font le pain, c'est le pain qui fait des miettes. Je vous invite à pétrir les moyens pour financer cette ambition en renonçant à une politique de rustine.

Ces moyens ce sont notamment :

- La contribution exceptionnelle des grands groupes au financement des politiques publiques dès qu'il y a « superprofit » dans le cadre d'une crise ou de toute autre conjoncture qui le justifierait.
- C'est aussi l'ISF climatique.
- C'est aussi l'annulation de la baisse des impôts de production décidée lors du dernier quinquennat.

Retrouvons les fondamentaux de notre État providence, devenu depuis trop longtemps un État pénitence. Il faut changer votre logiciel et considérer que l'impôt n'est pas une charge mais le vecteur de la redistribution, garante du pacte social tel que défini par l'article 13 de la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen qui nous rappelle un principe simple ; « l'impôt doit être également réparti entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés ».

Et pardonnez ma trivialité mais nos services publics craquent toutes parts. Il faut faire plus d'efforts pour la police et la justice. Plus d'efforts pour l'éducation et la santé. Comment peut-on justifier les 3000 postes d'enseignants non pourvus à la rentrée ? Comment peut-on justifier des services d'urgences en pleine implosion dans les hôpitaux ? Alors que la pandémie repart de manière inquiétante. Ces efforts passeront par une fiscalité plus juste.

Voilà pourquoi le lien entre les Français et leurs services publics doit être retissé par de l'investissement.

En priorité dans les quartiers populaires. Nous avons enfin un ministre du Logement et de la Ville qui, je le souhaite, corrigera le bilan indigent du précédent quinquennat.

Mais, encore plus impactés par ce sentiment d'abandon, sont les zones rurales. La multiplication des déserts médicaux, des déserts numériques, les questions de mobilité, d'accès aux services... amènent nos concitoyens vivants dans ces territoires à être excédés à juste titre par ces inégalités de traitement.

Les fractures se creusent et se traduisent par une colère démocratique. Mais il n'y a pas de fatalité. L'État peut y remédier. Il doit y remédier.

La « côte d'alerte » est bien atteinte pour nos services publics. Mais pour résoudre ce problème, ce n'est pas dans la poche des collectivités qu'il faut aller chercher les moyens du redressement mais dans celles du CAC 40, qui a versé l'an dernier plus de 80 milliards d'euros de dividende, ou encore dans celles des évadés fiscaux qui en font perdre autant au budget de l'État.

Le programme que vous souhaitez appliquer envers les collectivités territoriales est d'ailleurs symptomatique de votre dogmatisme idéologique.

Les collectivités ont déjà fait ces efforts pour contribuer au redressement des comptes publics on leur a déjà beaucoup demandé. Peut-être trop. Je le concède.

Aussi, envisager une suppression de la CVAE, c'est empêcher les collectivités d'avoir les moyens de leurs ambitions.

Opérer des coupes sombres par petites touches n'est pas conforme à ce qui doit être fait pour des collectivités qui ont su, lors des dernières crises, compenser les carences de l'État et continuent à supporter des transferts de compétences.

Profitons de cette reparlementarisation de la vie politique pour porter ensemble, parlementaires et élus locaux, une remise à plat de leurs ressources et une refonte de leur autonomie fiscale. Je réitère ici la nécessité d'une loi de finance spécifique aux collectivités locales qui représentent près de 20% de la dépense publique. Nous y constaterions que, dépourvues de moyens dynamiques, les collectivités territoriales seront dans l'incapacité d'être à la hauteur des défis. Que ce soit le soutien au pouvoir d'achat des Français, la lutte contre le chômage, la contribution à la réforme de la dépendance dont la grande loi tant promise et si nécessaire se fait toujours attendre, ou encore la planification écologique et énergétique.

Je souhaite d'ailleurs revenir sur ce dernier point : La politique environnementale et votre manque d'ambition dans ce domaine s'est traduite encore il y a 2 jours par la rétrogradation de la 5^e à la 10^e place du ministre de l'Environnement dans l'ordre protocolaire.

Pourtant nous n'avons plus le temps de tergiverser sur la question environnementale. En ce domaine, il n'y a pas d'alternative possible pour les générations futures. Les canicules ou orages dantesques à répétition ne nous laissent pas le choix. Les glaciers qui s'effondrent ne nous laissent pas le choix. Les rapports du GIEC ne nous laissent pas le choix. Sinon celui d'un

effort politique immense à mener dès aujourd'hui. Pourtant, vous avez choisi de reculer cela dans l'ordre de vos priorités.

Un nouveau recul après cinq ans de renoncement parmi lesquels, entre autres, le glyphosate, le soutien aux énergies fossiles, le non-respect des accords de Paris ou encore le refus d'accepter de mettre en œuvre une véritable éco-conditionnalité des aides dans les plans de relance successifs, comme nous vous l'avions proposé. Nous ne voulons pas juste de l'écologie mais une écologie juste.

Dans la même veine, l'annonce de votre gouvernement est une mauvaise surprise pour nos concitoyens ultramarins. La rétrogradation du ministère des outre-mer en ministère délégué auprès du ministre de l'Intérieur est une erreur. Ces territoires n'ont pas besoin d'une orientation martiale des politiques de l'État mais d'une feuille de route sur l'amélioration du pouvoir d'achat, le développement économique, le renforcement des services publics ou encore la résilience écologique. Les outre-mer ne veulent plus entendre parler de promesse républicaine mais constater in concreto l'équité républicaine.

La nomination de votre gouvernement est également une mauvaise nouvelle pour la parité. Le tour de passe-passe entre ministre et secrétaire d'État n'a eu qu'un effet bien visible : amoindrir pour la première fois depuis 10 ans le nombre de femmes ministres de plein exercice.

Mes reproches sont nombreux. Nos différences sont profondes. Vous pouvez le constater. Pour autant, comme je vous l'ai dit, les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain ne seront jamais dans une opposition stérile. Le contexte ne le permet pas. Oui, la nouvelle donne politique vous pousse au compromis. Les Français vous l'ont demandé en ne vous ayant pas octroyé une majorité absolue. Je vais donc vous poser quelques questions claires.

Oui ou non, allez-vous revenir sur votre réforme inique de l'assurance chômage ?

Oui ou non, acceptez-vous d'abandonner votre projet mortifère de recul de l'âge légal de la retraite à 65 ans ?

Oui ou non, maintenez-vous la suppression pure et simple de la redevance audiovisuelle et de ses 3 milliards de recettes ?

Oui ou non, acceptez-vous de mettre en place un ISF climatique ?

Oui ou non, acceptez-vous d'ouvrir les minimas sociaux dès 18 ans ?

Oui ou non, acceptez-vous de taxer les superprofits et d'appeler à la solidarité les foyers fiscaux les plus aisés qui ont tant bénéficié du bouclier fiscal du précédent quinquennat ?

Madame la Première ministre, vous avez été l'actrice active d'un gouvernement dont par votre discours de politique générale vous assumez les insuffisances en termes de bilan. Dont acte. Nous vous donnons acte aussi de votre projet politique. Ce n'est pas le nôtre. Les Français en seront les témoins et finalement les juges. A votre République de l'égalité des chances au caractère si formel, nous défendrons toujours les actes pour une égalité réelle. Comptez sur le groupe Socialiste, Écologiste et Républicain pour vous le rappeler en permanence.